

L'expansion du gaz naturel ne devrait pas dépendre des contribuables

Dernièrement, l'Amérique du Nord a connu une augmentation importante de la production d'énergie provenant des formations de schistes. L'industrie du gaz naturel a été le principal bénéficiaire de cette révolution des gaz de schiste, ce qui a engendré une production grandissante de gaz naturel. Bien que cette production impressionnante ait été une bonne nouvelle, elle a également présenté de sérieux défis pour l'ensemble de l'industrie de l'énergie. La croissance rapide de la production de gaz naturel a poussé plusieurs décideurs, dont des premiers ministres et des législateurs, à vouloir étendre l'accès aux services de gaz naturel à davantage de consommateurs qui n'y ont pas accès en ce moment.

La construction de nouvelles infrastructures de gaz naturel est dispendieuse. Les conduites de gaz peuvent coûter jusqu'à un million de dollars par kilomètre ou plus, et les coûts augmentent davantage en terrain difficile. Ces coûts en capital, ainsi que les coûts d'exploitation et d'entretien doivent être récupérés dans les frais de livraison payés par les clients. Pour être viable économiquement et financièrement, le flux de rentrées provenant des nouveaux clients doit surpasser le coût total de leur service. Puisque les coûts associés aux travaux requis pour rendre le service de gaz naturel plus accessible sont élevés, il faut faire en sorte que l'extension du service soient faite dans des régions où on y trouve une forte densité de population de sorte que le flux des rentrées soit suffisant pour couvrir les coûts si on veut assurer la rentabilité du projet. Dans la plus part des régions qui ne sont pas actuellement desservies en gaz naturel, habituellement les régions moins peuplées, il est difficile de rentabiliser ce type de projet.

Au fil du temps, la « base de tarification » des services de gaz naturel diminue en fonction de la dépréciation de leurs actifs et pendant ce temps le retour aux actionnaires diminue, ce qui pousse les services publics à partir à la recherche de nouveaux clients et de nouveaux marchés. Par contre, dans plusieurs, sinon la plupart, de ces nouveaux marchés, la densité de la population n'est pas assez importante pour générer suffisamment de revenus pour couvrir les coûts de leur service. Par conséquent, ces services publics cherchent à obtenir des subventions gouvernementales ou à imposer les clients actuels des compagnies de gaz naturel à payer une partie de la facture pour desservir les nouveaux clients de gaz naturel.

Ces tactiques sont injustes pour l'ensemble des contribuables et des clients actuels de compagnies de gaz naturel, puisque ce sont essentiellement eux qui subventionnent l'acquisition de nouveaux clients et, plus particulièrement, les actionnaires de ces compagnies. De plus, ces mêmes tactiques ne sont pas rentables puisque les prix inférieurs aux prix du marché qui sont offerts aux nouveaux clients engendrent des projets de construction injustifiés. Elles créent également une concurrence inéquitable pour les différents fournisseurs d'énergie (l'électricité, le propane, le mazout et le bois) car les compagnies de services publics utilisent leur monopole, accordé par le gouvernement, pour faire en sorte que leurs clients existants subventionnent son extension du marché dans de nouvelles régions.

Or, en plus de forcer ces clients actuels à payer des frais supplémentaires sur leur facture afin de financer l'expansion du réseau de gaz naturel, ceci ne fait rien pour aborder le réel problème en ce qui a trait à la réparation des milliers de kilomètres de pipelines vieillissants. Une grande partie de l'infrastructure de distribution du gaz naturel au Canada a été construite il y a déjà plusieurs décennies, et les risques de fuites et de bris sont beaucoup plus élevés pour ces plus vieux conduites. Les fuites permettent au gaz naturel de s'échapper dans l'atmosphère, facilitant ainsi l'émission

de méthane, qui est un gaz à effet de serre vingt-cinq fois plus nocif que le dioxyde de carbone. En outre, ces fuites sont également une source de problèmes potentiels pour la sécurité publique pour tous, puisque l'âge des infrastructures en place les rend plus susceptibles à des bris.

L'Association canadienne du propane (ACP) compte plus de 400 effectifs qui jouent un rôle dans la distribution du propane, une source énergétique propre. Les détaillants de propane, membres de l'ACP, font concurrence à des fournisseurs d'autres sources énergétiques ainsi qu'à d'autres compagnies de propane sur des marchés libres et ouverts. L'ACP favorise la présence d'une concurrence libre entre les différentes sources et détaillants d'énergie, et s'oppose catégoriquement à l'expansion non rentable des réseaux de gaz naturel qui dépendent de subventions provenant des contribuables et des clients existants des compagnies de gaz naturel.